



LES « DASTUCES » DE LA SEMAINE

DU 09 AU 17 MARS 2014

TELECOMMUNICATIONS

~ FRANCE ~

« Pourquoi Vivendi vend SFR »

Vivendi cède des activités et accumule du cash depuis quelques mois. Du cash donc, mais pour quoi faire? Il y a encore chez Vivendi des métiers qui ne procurent pas vraiment de synergies entre eux: les médias, avec Canal+ en première ligne, la musique avec Universal Music, le fournisseur d'accès brésilien GVT que le groupe n'a pas réussi à vendre dans de bonnes conditions pour l'instant. Alors sur le plan stratégique, il y a un scénario de plus en plus évoqué. C'est celui d'un groupe, dans lequel Universal serait toujours présent, mais un groupe qui serait quand même en grande partie tournée vers les médias. Cela veut dire continuer de développer Canal+ à l'international, vers l'Afrique notamment. Mais aussi, l'idée de construire un groupe de média intégré, avec le groupe publicitaire Havas qui reste la première agence média en France, et dont Vincent Bolloré détient 37%. Il est dirigé depuis l'été dernier par son fils Yannick Bolloré, ce qui a relancé les spéculations. Havas se cherche un avenir, après ce gros deal dans la pub entre Publicis-Omnicom qui l'a fragilisé.

« Numericable remporte SFR »

"Le conseil de surveillance a décidé d'entrer en négociations exclusives avec Altice pour une période de trois semaines. A l'issue de trois semaines, le conseil de surveillance se réunira à nouveau pour examiner les suites à donner, et s'il doit en conséquence mettre un terme aux autres options envisagées". Selon Vivendi, l'offre d'Altice comprend 11,75 milliards d'euros en cash, 32% du capital du nouvel ensemble SFR-Numericable, et "la sortie de Vivendi selon des modalités programmées". Vivendi justifie ainsi son choix: "le conseil de surveillance estime que cette offre est la plus pertinente pour les actionnaires et les salariés

du groupe, et qu'elle offre la meilleure sécurité d'exécution. Cette offre répond le mieux à l'objectif de Vivendi de devenir rapidement un acteur européen majeur des médias et des contenus, et de renforcer SFR comme un acteur dynamique du très haut débit fixe et mobile". Numericable l'emporte sur Bouygues, qui proposait 11,3 milliards d'euros de cash, plus des actions représentant 43% de l'entité combinée. Si un rachat par Bouygues présentait plus de problèmes concurrentiels, le groupe de BTP avait marqué d'importants points en annonçant qu'elle vendrait son réseau à Free, pour 1,8 milliard d'euros. L'offre de Bouygues avait aussi reçu le soutien bruyant du ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg. Fleur Pellerin déclarait sobrement "prendre acte" du choix de Vivendi. Et elle a ajouté: "Altice a pris un certain nombre d'engagements cette semaine sur ces différents sujets. Je les invite maintenant à les préciser et les traduire de manière opérationnelle". En matière d'emploi, la ministre souhaite notamment que la société inscrive ses engagements dans les licences. De son côté, le ministre de la Consommation, Benoît Hamon a prévenu que le gouvernement "sera vigilant" sur la question de l'emploi. Pour ce qui concerne l'investissement, elle demande au groupe dirigé par Patrick Drahi d'engager des discussions avec le régulateur, l'Arcep, les autres opérateurs et les collectivités locales en vue du partage des investissements liés au déploiement du très haut débit sur le territoire.

« SFR: peut-on croire aux promesses de Numericable? »

Vivendi a annoncé entrer en négociations exclusives pour vendre SFR à Altice, propriétaire de 40% de Numericable. Revue de détail des promesses:

1) les prix: Patrick Drahi a dit que "les prix de la 4G resteront inchangés" et il promet "des prix constants". Xavier Niel assure: "si Numericable l'emporte, cela va créer un acteur extrêmement endetté, et qui ne croît pas. Il lui faudra générer un



maximum de cash pour servir sa dette, ce qui va enlever toute agressivité commerciale à SFR, et comprimer les investissements. C'est déjà ce qui se passe avec Numericable: ses prix sont les plus chers du marché" ;

2) l'emploi : Patrick Drahi "s'engage à ne pas licencier, à conserver les 8.500 emplois chez SFR et les 2.400 emplois chez Numericable, et même recruter des commerciaux pour le marché des entreprises". Peu de gens y croient. Il faut se souvenir de ce qu'a fait Patrick Drahi après avoir racheté Numericable. Deux plans de sauvegarde de l'emploi ont été menés ;

3) les fournisseurs : Patrick Drahi "promet de recourir à des industriels français, Alcatel-Lucent, Technicolor ou Sagemcom pour ses investissements en France mais aussi à l'étranger". Altice a annoncé mercredi une commande à Alcatel-Lucent pour un réseau mobile dans les Dom-Tom, où il fallait remplacer le chinois ZTE utilisé de manière illégale... Il assure: "Altice et Numericable ont toujours privilégié les fournisseurs français, comme par exemple Alcatel, SagemCom, Technicolor, Draka, Webhelp". Là encore, il est permis de douter. Aucun des fournisseurs français qu'il cite n'y apparaît, à part SagemCom ;

4) le patriotisme économique : Il promet: "le nouvel ensemble aura son siège, son management, sa cotation et paiera ses impôts en France". Il se dit aussi "disposé à envisager de coter Altice à la bourse de Paris". Mais ceci ne satisfait pas Arnaud Montebourg « Numéricable a une holding au Luxembourg, son entreprise [Altice] est cotée à la bourse d'Amsterdam, sa participation personnelle [de Patrick Drahi] est à Guernesey dans un paradis fiscal anglais, et [Patrick Drahi] lui-même est résident suisse! Il va falloir que M. Drahi rapatrie l'ensemble de ses possessions, biens, à Paris, en France. Nous avons des questions fiscales à lui poser!" ;

5) l'investissement : Patrick Drahi promet de raccorder "12 millions de foyers en très haut débit fin 2017, puis 15 millions pour 2020". Numericable utilisera, pour raccorder ces foyers en très haut débit, une combinaison de fibre optique jusqu'au pied de l'immeuble, puis ensuite du câble jusqu'à

l'abonné. Un choix que critique la note interne du ministère du Redressement productif: "l'investissement dans le très haut débit fixe risque d'être pénalisé: SFR investira moins. Et les accords de co-investissement dans la fibre entre SFR et Orange pourraient être impactés, voire remis en cause. Le déploiement de la fibre pourrait être ralenti".

~ EUROPE ~

« "Securing our digital economy": CEBIT, Cyber Security Conference, Hanover, 10 March 2014 »

"It is clear that the cord connecting technology and democracy has been severed" says Neelie Kroes. "Deutsche Telekom report 800,000 attacks a day on their networks. That's almost 10 per second, all day, every day. 93% of large businesses report being subject to cyberattack." "Security is not only about damage control. It can also be Europe's competitive advantage in a world that is seeking security." And she concludes: "And we have tabled a legislative proposal on Network and Information Security that must be finalized in 2014 if we are serious about protecting ourselves. This EU directive requires companies and governments to take responsibility for your data. A voluntary approach is not enough: not any more. A weak link lets down the whole chain; weak legislation lets down our economy."

« Protecting EU citizens' data from mass surveillance »

European Parliament debate on the U.S. NSA surveillance programme, surveillance bodies and their impact on EU on EU citizens' fundamental rights and on transatlantic cooperation in Justice and Home Affairs. "Europe is investing in security research with €500 million spread until 2020. Security should be a pre-condition in developing digital products, devices and business models along the whole digital value chain" says EU Justice Commissioner, Viviane Reding. "The Commission fully supports the need to speed up the work of the European Cloud Partnership. The Commission also recently adopted a Communication on Internet Policy and governance", she concludes.



« Plenary debate on Network and Information Security Directive »

The NIS Directive relies on three pillars: First, Member States need to be ready: both technically and organisationally. Second, the NIS would ensure more cooperation among Member States. And third, this proposal would mean better preparedness and better transparency in important sectors: public and private. "People need to regain trust in technology, with the legal safeguards that protect their interests. Businesses can build on the competitive advantage of secure systems. Our industry needs to step up - and it is already stepping up - to provide those solutions", concludes Neelie Kroes.

« Le Parlement européen rend possible l'introduction d'un chargeur universel pour les téléphones mobiles »

Le vote intervenu hier porte sur une proposition de la Commission européenne (IP/12/1109). Sont notamment concernés les appareils tels que les téléphones mobiles, les récepteurs GALILEO/GPS ainsi que les télécommandes pour portières de voiture. Le vote du Parlement européen permettra une bonne coexistence, sans interférences, des utilisateurs et des équipements hertziens, de plus en plus nombreux. En outre, la Commission a la possibilité d'exiger que les téléphones mobiles et autres appareils portables soient compatibles avec un chargeur universel. La nouvelle directive remplacera la directive R&TTE sur les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications.

AÉRONAUTIQUE

« Roulage électrique : la compagnie GoAir rejoint l'équipe EGTS »

Honeywell et Safran - partenaires dans le développement du système de roulage électrique EGTS - annoncent avoir signé un protocole d'accord avec la compagnie indienne à bas coûts GoAir « pour confirmer le potentiel du système ». La compagnie participera aux essais et étudiera les gains opérationnels de l'EGTS. L'EGTS utilise des moteurs électriques situés sur les roues du train d'atterrissage principal : l'avion peut ainsi se

déplacer sur la piste et reculer sans avoir recours à ses moteurs, ce qui améliore l'efficacité des opérations au sol et réduit les émissions de carbone.

« Aéroports de Paris : CDG fête ses 40 ans »

L'aéroport de Roissy CDG fête ses quarante ans. Le 13 mars 1974, à 6h du matin, un Boeing 747 de TWA en provenance de New York inaugurerait en effet la nouvelle plateforme. PanAm, UTA ou Air Afrique la suivirent peu après.

« L'IATA révisé ses positions et expose les risques qui menacent le transport aérien »

L'association internationale du transport aérien (IATA) a revu légèrement à la baisse ses prévisions concernant la rentabilité de l'industrie le 12 mars. Selon elle, les compagnies aériennes n'enregistreront plus que 18,7 milliards de dollars de bénéfices en 2014, un milliard de moins qu'initialement prévu, à cause notamment de la hausse du prix du carburant.

« Le Rafale franchit une étape importante en Inde »

La vente des 126 Rafale à l'Inde vient de franchir une étape importante, à défaut d'être décisive. Dassault et ses interlocuteurs industriels locaux, au premier rang desquels Hindustan Aeronautics Limited (HAL), ont conclu récemment l'accord de transfert de technologie qui constitue le cœur du contrat en cours de négociation.

« Airbus Group : Airbus crée une filiale en Inde »

Airbus annonce aujourd'hui la création d'une filiale en Inde pour gérer la présence significative de l'avionneur européen dans le pays. La nouvelle société Airbus India disposera de centres consacrés à ses clients à Delhi et à Mumbai.

« Airbus and Boeing Indian forecasts do not align »

Airbus and Boeing released their outlooks for the Indian airliner market over the next two decades on at the India Aviation show in Hyderabad this week, with both OEMs estimating different figures. Boeing forecast demand in India for 1,600 new airplanes worth \$205 billion, with the country's fleet expected to grow more than five times in size



over the next 20 years, while Airbus estimated a slightly more conservative 1,290 aircraft worth \$190 billion.

[« European Parliament gives boost to the Single European Sky »](#)

Commission Vice-President Siim Kallas, responsible for transport, said: "The Single European Sky initiative is crucial to boost competitiveness in the aviation sector, create jobs, and contribute to the European economy's growth. Today's vote in the Parliament gives a boost to the entire project. It is now up to the Member States to take this important issue forward, and deliver a truly efficient air traffic system in Europe".

[« Parliament approves Single European Sky « 2+ » package »](#)

With SES 2+, the EC proposed to update regulations that created the Single European Sky effort, which is comparable to NextGen in the U.S., and to amend rules governing the European Aviation Safety Agency (EASA). It builds on SES 1, which entered force in 2004, and SES 2, which became effective in 2009.

EXPORT CONTROL

[« Une amende de 20 millions de dollars pour Esterline Technologies Corporation »](#)

Esterline a dû payer une amende de 20 millions de dollars de pénalités civiles au Département d'Etat américain pour des contrôles inadéquats qui ont engendré des exportations non autorisées d'articles de défense et d'informations techniques, parfois contrôlés ITAR. En effet, des investigations menées par le DTCC et l'U.S. Immigration and Customs Enforcement's Homeland Security Investigations ont montré que la compagnie aérospatiale n'avait pas établi de programme de conformité adéquat pour l'exportation de matériel de défense. Ainsi, entre 1997 et 2010, Esterline aurait exporté, sans autorisation, des composants pour du matériel de vision nocturne utilisé par l'armée américaine. De plus, la compagnie aurait illégalement autorisé des employés d'origine étrangère à accéder à des données techniques

contrôlées. En outre, le DTCC a déclaré que beaucoup des violations étaient dues à une mauvaise classification des articles et des données techniques, une mauvaise administration des licences et des accords et à une très mauvaise (et incomplète) tenue des dossiers.

Pour répondre à ces condamnations, Esterline s'engage à un « special compliance official » pour mettre à jour son contrôle des exportations, et va mener deux audits sur ses programmes de conformité et sur de nouvelles mesures à mettre en œuvre au sein du groupe. Enfin, la compagnie évite des procédures administratives d'exclusion (« black listing ») en raison de sa coopération avec le gouvernement, de la reconnaissance de la gravité des violations alléguées ainsi qu'aux mesures prises pour corriger ses erreurs.

[« Les PME ne sont pas épargnées par l'export control »](#)

Sélon une idée reçue, le gouvernement américain n'a pas d'intérêt à s'attaquer aux PME. Or, l'OFAC vient de nous prouver le contraire : les petites entreprises ne sont pas immunisées contre les investigations du gouvernement. Ainsi, une petite compagnie, Ubiquiti Networks, avec moins de 100 salariés, a dû payer 504.225 dollars pour des violations perpétrées par ses clients qui ont réexporté des technologies haut débit sans fils à l'Iran.

Pour condamner la PME, l'OFAC s'est appuyée sur le fait qu'elle n'avait pas mis en place un programme de conformité adaptée et qu'elle n'avait pas, par elle-même, rapporté les violations alléguées (autrement dit qu'elle était un peu de mauvaise foi). En outre, l'abonnement à la newsletter incluait l'Iran dans les pays destinataires. Bien sûr, il n'est pas interdit d'envoyer des newsletters à l'Iran. En revanche, quand ces mêmes newsletters décrivent des produits et services interdits à l'exportation vers le pays perse, là, cela pose quelques problèmes. La morale de l'histoire se résume en cinq points :

- Les petites entreprises sont tout aussi sensibles aux enquêtes gouvernementales que les grandes entreprises pour des violations en export control qu'elles concernent l'ITAR, l'EAR ou les lois appliquées par l'OFAC ;



- Un programme de conformité est crucial pour les entreprises qui font des affaires internationales ;
- Les dirigeants d'une entreprise et les cadres supérieures doivent impérativement appliquer ce programme. Tous les salariés, les clients, les sous-traitants et les entreprises qui travaillent avec l'entreprise concernée, doivent connaître et comprendre ce programme ;
- La distribution à l'étranger ou les accords de distribution doivent contenir toutes les informations nécessaires pour aider les entreprises américaines à atténuer le risque de violation des lois export control ;
- Les entreprises doivent enquêter sur leurs clients et vérifier leurs pratiques.

Pour en savoir plus :

<http://www.lexology.com/library/detail.aspx?g=3f86715e-812a-4fc3-859b-44252feafbd4>

« A grizzly Affair with Iran », posté le 10 mars par Clif Bums sur <http://www.exportlawblog.com/>

SPATIAL

[« L'astronaute français Thomas Pesquet ira dans l'espace en 2016 »](#)

L'astronaute Thomas Pesquet, 36 ans, séjournera plusieurs mois à bord de la Station spatiale internationale (ISS) en 2016, a annoncé, lundi 17 mars, le ministère de la recherche. Il sera le 10e Français à aller dans l'espace, huit ans après la mission de Léopold Eyharts sur l'ISS, en 2008. Né le 27 février 1978 à Rouen, en Normandie, il est aussi le plus jeune membre du corps des astronautes européens. Diplômé de l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace de Toulouse (Supaero), Thomas Pesquet a été pilote de ligne pour Air France. Il parle six langues. Passionné de sports, il est ceinture noire de judo.

[« SES Leans on Arianespace To Give Galileo Launch Slot to O3b »](#)

Satellite fleet operator SES is threatening to cease future dealings with European launch services provider Arianespace unless SES's O3b Networks broadband satellites are given a spring launch slot

also coveted by the European Commission for the commission's Galileo spacecraft, industry officials said. SES, which is the world's second-largest commercial fleet owner, is further saying that a launch before late this year of a second four-pack of O3b satellites — the first four were launched in June 2013 — is crucial to the business' health because a defect on the in-orbit spacecraft is at risk of taking one or more of them out of service at any moment.

[« Airbus Espace va tester une maquette de son avion spatial »](#)

Après des années à ne pas communiquer sur l'état d'avancement de son projet d'avion spatial, au point que l'on pouvait penser qu'il était abandonné, Airbus Espace annonce qu'un essai d'une maquette à échelle réduite devrait avoir lieu ce printemps, à Singapour. L'information, qui nous a été confirmée par Airbus Espace, a été reprise sur le site [Space.com](#). L'entreprise européenne s'est exprimée lors du Salon aéronautique de Singapour, qui a eu lieu du 11 au 16 février, où était exposée une maquette.

[« Lockheed Offers 'Refund or Reflight' Guarantee on non-U.S. Government Atlas 5 Launches »](#)

Lockheed Martin opened a two-pronged attack on the commercial market on March 11, announcing a free reflight or refund for non-U.S. government customers of its Atlas 5 rocket in the event of a launch failure and an overhaul of its satellite production line to better appeal to the commercial market. Bethesda, Md.-based Lockheed said the Atlas 5, whose reliability is beyond dispute but whose price is beyond the reach of most commercial satellite fleet operators, would immediately bundle a "refund or reflight" guarantee into all of its future Atlas 5 contracts for non-U.S. government customers.

[« SATELLITE 2014 : ILS vise le lancement double »](#)

Longtemps décrié sur Ariane, le lancement double revient en force chez son principal concurrent. International Launch Services (ILS) vient de signer un accord avec le constructeur de satellites russes ISS-Rechetnev, pour la commercialisation de demi-



charges sur des lancements Proton qui emporteraient également des satellites russes. Cette capacité de lancement double permettra à ILS de diversifier son offre vers des satellites plus légers et d'assouplir son manifeste.

« L'ascenseur spatial est "faisable" (mais c'est pas gagné) »

L'ascenseur spatial est un véritable serpent de mer cosmique. Mais à en croire une étude récente, ce projet un peu fou qui consisterait à tendre un câble entre la Terre et une plate-forme en orbite à plus de 36.000 kilomètres au-dessus de nos têtes serait aujourd'hui "faisable". Réalisée par une "collection diverse d'experts du monde entier [et] sous les auspices de l'International Academy of Astronautics (IAA)", précise le site Space, ce rapport estime ainsi que les risques liés à la construction et à l'utilisation de l'ascenseur spatial "devraient être limités par le progrès technologique" et qu'un tel projet devrait être lancé sous l'égide d'"un effort international majeur".

« La Comex cherche un nouveau souffle dans le spatial et l'offshore »

La Comex (Compagnie Maritime d'Expertise) a été retenue l'an passé pour participer au programme européen SHEE (Self-deployable Habitat for Extreme Environments). Avec d'autres partenaires scientifiques, elle investit 125.000 euros dans l'étude d'une structure habitable, fonctionnelle, mobile et déployable dans l'espace et les environnements extrêmes sur Terre. "Les futures conquêtes spatiales se préparent en mer", avance Michèle Fructus, qui dirige depuis vingt ans le groupe créé en 1961 par son père, Henri-Germain Delauze. Une coopération conclue avec l'Ecole des officiers de l'armée de l'air et le CNRS a débouché sur la conception d'un scaphandre d'entraînement en mer.

« L'ISS sous commandement japonais »

Pour la première fois, le commandement de l'équipage de la Station spatiale internationale a été passé à un astronaute japonais, Koichi Wakata (50 ans), ancien ingénieur de Japan Airlines, vétéran de deux missions spatiales sur la navette et à bord de l'ISS depuis le 7 novembre dernier.

« Les satellites pour retrouver l'avion disparu de la Malaysia Airlines »

La Charte internationale « Espace et catastrophes majeures » a été déclenchée, le 11 mars 2014, pour rechercher des traces du vol MH370, grâce aux satellites.